Impôt sur le revenu—Loi

M. Hawkes: Cela revient à payer l'impôt sur un revenu probable.

M. Evans: Monsieur le président, voilà comment ces dispositions rendent plus attrayante la participation aux yeux de l'investisseur. Les dispositions d'une RPTI favorisent . . .

M. Hawkes: Favorisent les roulements.

M. Evans: . . . favorisent le rendement des actions ce qui devrait inciter les Canadiens à acheter des actions plutôt que des certificats dans les compagnies de fiducie ou dans les banques. John Bulloch de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes disait dans son mémoire à la Commission d'enquête qu'il nous faut trouver des moyens d'encourager les Canadiens à investir leurs épargnes dans les entreprises.

M. Gamble: Pourquoi ne pas abolir les gains sur le capital?

M. Evans: M. Bulloch voulait nous inciter à accroître le rendement après impôt. C'est ce que nous promet le RPTI, monsieur le président.

M. Hawkes: Vieux croulant!

M. Evans: Monsieur le président, les députés de notre parti et certains de nos vis-à-vis voudraient que l'indexation des gains en capital soit étendue à d'autres types d'actifs.

M. Gamble: Vous ne serez pas ici assez longtemps pour y assister.

M. Evans: Si cette disposition donne de bons résultats, comme je l'imagine, nous saurons si cela vaut la peine de continuer. Mais le progrès s'accomplit par étape et voilà une bonne étape de franchie. Les députés veulent aller plus loin, très bien; faisons d'abord un premier pas, voyons les résultats, et ensuite nous pourrions progresser davantage.

Quelques députés ont parlé de la mentalité de fusion des années 70. Quelle était la raison de cet état de chose? Parce que la valeur des actions était plutôt faible, il était plus facile d'acheter des avoirs existants que d'investir dans de nouveaux. Cette disposition devrait favoriser la valeur des actions de sorte qu'il sera plus avantageux d'investir que de fusionner.

Nous avons entendu d'autres députés affirmer que la mainmise étrangère était nuisible. Si l'on rend les placements en actions plus attrayants pour les Canadiens, ces derniers chercheront à acquérir des titres et la participation canadienne dans les entreprises augmentera.

M. Hawkes: Pourquoi ne pas acheter toutes les actions des entreprises étrangères?

M. Evans: C'est une façon judicieuse de lutter contre l'intervention étrangère. Cette disposition offre à mon avis aux Canadiens un avantage dont ne jouissent pas les Américains. En conséquence, les Canadiens auront davantage intérêt à acheter les actions des sociétés canadiennes que les Américains. Ainsi, à long terme, les entreprises appartiendront en majeure partie à des Canadiens. C'est cela que vise cette disposition.

Les députés d'en face tout au long du débat, ont, par leurs propos peu judicieux, démontré à quel point ils ne comprenaient pas ces dispositions. Il me semble, monsieur le président, que si on a des réserves à l'égard d'un régime fiscal qui impose uniquement les augmentations du pouvoir d'achat, comme c'est pour ainsi dire le cas actuellement, il serait logique qu'on tienne à ce qu'il en soit de même pour toutes les formes d'impôt, surtout pour les gains en capital, dont une bonne partie sont tirés d'actions à revenu variable. Cette disposition tend à remédier à ce problème. Nous devrions nous féliciter que soit établie une mesure visant à reconnaître et à mettre en œuvre le principe que nous avons tenté d'exposer dans le budget de M. Turner en 1974, qui indexait le régime d'imposition du revenu des particuliers.

Nous craignons que les petites entreprises ne soient pas en mesure d'obtenir du capital-actions et de l'accroître, monsieur le président. Si elles ne mobilisent pas de capital-actions, les banques ne leur consentiront plus de prêts et elles ne pourront plus prendre d'expansion. Ce sera ainsi l'occasion pour les grandes sociétés de dominer le système. Il faut donc rendre les placements en actions plus attrayants en adoptant, entre autre, une disposition comme le RPTI.

Les députés d'en face n'ont pas cessé de parler. Pourtant, s'ils avaient écouté ils seraient probablement en mesure de prendre le vote maintenant, car je viens de dissiper toutes les craintes qu'ils avaient soulevées.

M. MacLaren: Monsieur le président, nous avons discuté longuement du RPTI et je n'ai pas l'intention de m'y attarder davantage. Je crois, comme nous en avons convenu, qu'il vaudrait mieux procéder dès maintenant au vote sur l'article 2 et tous les autres articles qui y sont reliés et qui ont trait au RPTI.

Il ressort des discussions que nous avons eues sur le RPTI, que le programme offre de nombreux avantages et qu'il reçoit en général la faveur non seulement des entreprises, mais aussi des investisseurs. Nombre de courtiers en valeurs mobilières ont souligné les avantages du programme tant du point de vue pratique et que de la gestion. Je voudrais également rappeler à la Chambre qu'un bureau comptable a signalé que le RPTI n'améliorerait en rien le rendement d'un mauvais investissement. Toutefois, pour la majorité des investisseurs, le RPTI accroîtrait le rendement d'un bon investissement et même celui d'un mauvais investissement.

Je voudrais, monsieur le président, une fois que nous nous serons prononcés sur cette question et les articles y afférant, présenter un amendement au paragraphe 98(1). A mon avis, tous les partis appuieront cet amendement et je serais heureux de pouvoir reprendre la parole après le vote.

Le vice-président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote!

(L'article 2 est adopté par 31 voix contre 18.)